



LES JEUNES D'AUJOURD'HUI, CITOYENS DU MONDE DE DEMAIN

DISCOURS PRONONCÉ DEVANT LE CERCLE CANADIEN DE MONTRÉAL
ALAN SHEPARD
UNIVERSITÉ CONCORDIA

LE 2 FÉVRIER 2015

LE TEXTE LU FAIT FOI

Manger des fraises en plein hiver. Investir à l'étranger en quelques clics. Universaliser la circulation transfrontalière des personnes et des biens. Jusqu'ici, l'histoire humaine n'avait rien connu de tel.

La mondialisation n'est pas une simple théorie. Nous en vivons tous chaque jour les effets concrets.

L'économie canadienne évolue et s'adapte à la concurrence dans un contexte de mondialisation accélérée.

Nos systèmes politique et économique suscitent l'envie de tous. Notre filet de sécurité sociale jouit d'une grande renommée.

Multiculturelle, diversifiée, notre société se distingue aussi par ses valeurs progressistes. Nos villes témoignent d'un dynamisme remarquable. Nos ressources naturelles et agricoles assurent la prospérité de nos lendemains. Et nos citoyens sont fortement scolarisés.

Pourtant, songez aux répercussions que pourraient avoir sur nous la chute soudaine du prix du baril de pétrole.

Les revirements de fortune peuvent survenir très vite. Le changement s'accélérateur toujours davantage, la génération de demain devra avoir l'esprit vif et savoir s'adapter à un environnement mondialisé en perpétuelle évolution.

Dans ce contexte, j'aimerais proposer quelques moyens d'améliorer la formation de la prochaine génération de Canadiennes et de Canadiens. Qu'on le veuille ou non, nos jeunes d'aujourd'hui deviendront des citoyens du monde. Leur Canada, tout comme le nôtre, sera plus fort s'ils disposent des fondements intellectuels et expérientiels que procurent les universités.

Ils devront être versés en finances, en sciences, en mathématiques, en histoire et en religions; sensibles aux complexités culturelles; respectueux de la vie humaine, de la primauté du droit, de la démocratie; aptes au leadership; capables de comprendre de vastes causes et effets; et disposés à s'engager, à créer un monde meilleur grâce à un gouvernement et à des services publics efficaces.

Ce sont là quelques-uns des devoirs de nos écoles et universités.

Des occasions se présentent pour ouvrir les étudiants canadiens sur le vaste monde. Les saisir leur sera profitable à eux, et nous sera bénéfique à tous également.

Aujourd'hui, les universités sont au centre de l'économie du savoir. Il devient donc encore plus urgent de répondre aux questions fondamentales de notre mission et de notre rôle dans la formation de la prochaine génération ainsi que dans le renforcement de la société en général.

Quel dosage de savoirs théoriques et de compétences pratiques l'école doit-elle leur apporter pour que les jeunes d'aujourd'hui réussissent aussi bien leur carrière que leur vie personnelle?

Quels sont les désirs et les besoins de nos étudiants?

Certains répondraient : plus de compétences techniques. D'autres : plus d'entrepreneuriat. D'autres encore : plus de compétences de base et d'aptitude au raisonnement.

Selon moi, la réponse est étonnamment complexe. Cependant, elle tient en partie à une plus grande fusion de leur apprentissage formel avec ce qu'on pourrait nommer « le vrai monde ».

Les étudiants semblent vouloir une plus grande intégration de ces deux réalités. Et même en ce début de XXI^e siècle, réaliser cette intégration demeure un défi.

Autrefois, les étudiants se retiraient dans les universités pour se préparer à la vie dans le monde. Mais aujourd'hui, les étudiants étudient et travaillent, se préparent et s'engagent, et ce, en même temps.

J'aimerais parler aujourd'hui de trois façons de rapprocher le milieu scolaire et le reste du monde. Pour y arriver, nous aurons besoin de votre aide.

Voici donc ces trois moyens :

- premièrement, proposer davantage de stages professionnels aux étudiants dans le cadre de leur cursus universitaire;
- deuxièmement, développer au Canada la culture de la philanthropie et du dévouement au bien collectif; et
- troisièmement, offrir aux futurs leaders plus d'occasions concrètes de vivre des expériences enrichissantes à l'international durant leur formation.

Première proposition : Bonifier les programmes d'enseignement coopératif

À l'heure actuelle, les employeurs du Québec dont la masse salariale est supérieure à un million de dollars doivent investir un pour cent de cette somme dans la formation de leur personnel.

Je vous ferai part tantôt de certains amendements que je souhaiterais voir apporter à la loi du un pour cent, afin que plus d'étudiants puissent profiter des programmes coop durant leurs études.

Récemment, le gouvernement de la Colombie-Britannique a publié une liste de 60 emplois d'avenir. On peut comprendre pourquoi un gouvernement peut se sentir obligé de dresser une telle liste, même si cela demeure une tâche impossible.

Dans une économie du savoir, nous savons que l'éducation universitaire offre d'extraordinaires possibilités, mais il est difficile de savoir exactement où les prochaines occasions se présenteront.

L'avenir réussit toujours à nous surprendre.

Nous serons mieux préparés si nos étudiants embrassent une grande diversité de professions, de métiers et de préoccupations.

Si nous poursuivons tous ces quelques emplois bien rémunérés et prometteurs en 2015, nous nous retrouverons dans dix ans avec un marché du travail en perte d'équilibre.

Il est essentiel d'avoir une population bien instruite tout en encourageant la diversité dans l'enseignement.

L'intégration dans notre société du savoir exige des compétences supérieures.

Selon une étude récente, les deux tiers des emplois qui seront créés au Canada d'ici dix ans demanderont une formation postsecondaire.

Mais quelle sorte de formation?

Nos diplômés souhaitent peut-être s'outiller davantage afin de pouvoir se réinventer dans un monde où ils ont autant de chances d'avoir à créer leur propre emploi que d'entrer au service d'une mégaorganisation.

Plutôt que de suivre les sentiers qui nous sont familiers, il faudra peut-être adopter à l'avenir une approche plus improvisée, où la citoyenneté mondiale et l'emploi à l'international occupent une plus large place.

Il se peut que les aptitudes entrepreneuriales fondamentales, le développement des affaires par exemple, deviennent de plus en plus indispensables.

Ce marché de l'emploi improvisé a d'importantes répercussions politiques.

Comment contracter un prêt hypothécaire, acheter une voiture ou assurer l'avenir de nos enfants?

Tout est chambardé. Selon votre tempérament, la situation vous dynamise, ou vous terrifie.

Au début des années quatre-vingt, quand j'ai fini mon cours universitaire, l'Amérique du Nord traversait une grave crise.

Nous étions cependant optimistes : une fois le redressement économique opéré, notre monde resterait plus ou moins inchangé.

Le bouleversement actuel m'apparaît différent, plus profond. Parmi ses principales causes figure, évidemment, la technologie.

Nous aimons bien nos téléphones intelligents et nos tablettes.

Il reste que les technologies intelligentes apporteront de nouvelles possibilités de formation aux prochaines générations. Ce sera l'ère de l'apprentissage personnalisé – qu'on appelle en anglais *customized learning*.

Dans cette démarche, on considère que chaque personne est unique et apprend différemment, à son propre rythme. Les objectifs de chacun peuvent également varier. Ainsi, un apprentissage qui peut durer huit semaines chez un étudiant peut en prendre six chez un autre.

La technologie nous permettra également d'individualiser les programmes éducatifs, tout comme le fait déjà votre entraîneur au gym, en personnalisant votre programme d'exercice pour qu'il réponde exactement à vos besoins.

Mais, quel est le lien entre l'apprentissage personnalisé et l'enseignement coopératif? Et puis, en quoi consistent au juste les programmes coop?

Les programmes coop sont des initiatives pédagogiques où l'on accorde une place importante à l'expérience pratique en milieu de travail chez les étudiants, tandis qu'ils sont encore à l'université. Habituellement, ces programmes s'intègrent à des organisations des secteurs public et privé.

Ces initiatives aident les étudiants à diversifier leur expérience d'apprentissage – autrement dit, à la personnaliser.

Pour l'employeur, les programmes coop sont une occasion de participer à la formation de la prochaine génération de Canadiens et de Canadiennes.

Les étudiants tirent quatre avantages des programmes coop : parfois des crédits universitaires; une rémunération; une expérience de travail formidable; et une référence professionnelle – parfois même, un emploi.

De plus, la recherche montre que les étudiants coop approfondissent davantage leurs connaissances et obtiennent de meilleurs résultats. Ils ont aussi plus de chances de terminer leur cursus et d'occuper ensuite un poste à temps plein.

À Concordia, nous avons toujours préconisé un enseignement en phase avec le monde réel.

Dès 1990, nous avons fait figure de pionniers à Montréal en matière de programmes coop.

Depuis, nous avons collaboré avec près de 2 000 employeurs de tous les horizons, même les petites et moyennes entreprises.

D'ailleurs, le phénomène est en expansion. Aujourd'hui à Concordia, ces programmes sont en forte demande – non seulement en génie et en administration, mais aussi dans d'autres domaines comme la sociologie et l'anthropologie.

En effet, l'enseignement coopératif permet également aux étudiants de disciplines plus classiques de trouver leur voie. De leur côté, les employeurs ont accès à des candidats de grand talent qui apportent une richesse à leurs équipes.

Compter un employé titulaire d'une majeure en philosophie parmi les membres de son personnel peut avoir ses avantages!

Mais il y a aussi un autre aspect à ne pas négliger.

Avec l'entrepreneuriat qui gagne en popularité, la prochaine tendance dans les universités consistera à créer des incubateurs d'entreprises et des zones d'innovation.

À Concordia, nous avons créé un incubateur piloté par les étudiants appelé District 3. Les étudiants actuels et les jeunes diplômés s'y rencontrent pour se familiariser avec le démarrage d'entreprises.

À District 3, les participants obtiennent les ressources, les conseils et l'encadrement dont ils ont besoin pour concrétiser leurs idées novatrices – qu'il s'agisse de produits ou de services.

Contrairement à leurs camarades des programmes coop, ceux et celles qui travaillent à l'incubateur ne progressent pas nécessairement dans leur programme d'études, mais acquièrent des notions essentielles à leur formation.

Cela n'enlève rien à leur motivation. En effet, plutôt que de contribuer à l'essor de l'entreprise d'autrui, ils cultivent leur propre jeune pousse ou, du moins, leurs propres idées et celles de leurs équipes.

La semaine dernière, Spoil, un service de création de cadeaux en ligne issu de District 3, a conclu sa première ronde de financement auprès de Y Combinator, le fonds d'accélération le plus connu de la Silicon Valley.

Dans ces incubateurs, on ne fait pas que bâtir des châteaux en Espagne. On mûrit d'excellentes idées. Et certaines portent leurs fruits.

Alors, pourquoi ne pas combiner programmes coop et incubateurs? Ces espaces de prototypage pourraient accueillir beaucoup plus d'étudiants et s'intégrer au sein d'entreprises privées aptes à offrir du mentorat et des occasions d'apprentissage pratique.

Grâce au million de dollars que lui a versé le Mouvement Desjardins, la Fondation Montréal inc. créera cette année son propre incubateur d'entreprises.

Tournés vers demain, les programmes de ce type bénéficient à coup sûr aux entrepreneurs étudiants.

De telles zones réunies en un réseau informel auraient pour effet de propulser Montréal à l'avant scène de la culture innovante.

Pour commencer, n'importe quelle entreprise – peut-être la vôtre – pourrait consacrer une salle de conférence peu utilisée à un projet de ce type pour une période de six mois.

Ces jeunes entrepreneurs méritent notre soutien. Comme l'a fait remarquer l'OCDE, ce sont les nouvelles entreprises qui génèrent le plus de nouveaux emplois.

Au Canada, les petites et moyennes entreprises concentrent près de 90 pour cent des emplois du secteur privé.

Un récent sondage révélait que plus des deux tiers des propriétaires de PME engageraient davantage d'étudiants coop s'ils obtenaient en contrepartie un crédit d'impôt.

Il serait certainement utile que les gouvernements soutiennent l'expansion des programmes coop.

Mais nous ne pouvons pas nous tourner vers le gouvernement chaque fois que nous avons un projet à financer. Nous devons sortir des sentiers battus.

Et si l'on revisitait la loi québécoise du un pour cent pour la formation?

Pas plus tard que la semaine dernière, Philippe Couillard annonçait son intention de modifier cette loi.

Le fait de consacrer ne serait-ce que la moitié des sommes ainsi recueillies au financement de programmes coop faciliterait énormément l'entrée de la prochaine génération dans le marché du travail.

Quels que soient les moyens que nous prenons, nous devons donner plus de place à la formation pratique durant les études universitaires.

La formule coop est le nec plus ultra de l'enseignement personnalisé, un moyen puissant de rapprocher l'université du monde qui l'entoure.

Deuxième proposition : Enrichir les programmes d'engagement social

Ce qui m'amène à ma deuxième idée pour renforcer le Canada en offrant à la prochaine génération une formation améliorée. Il s'agit de ce que j'appelle la microphilanthropie.

La microphilanthropie, c'est l'engagement d'un grand nombre de personnes à consacrer de courtes périodes de temps à des activités philanthropiques.

Ce phénomène est souvent associé au microcrédit ou à la production participative au moyen de sites Web comme Kickstarter. La microphilanthropie peut également désigner de petits travaux bénévoles en lien avec les études et permettant d'obtenir des crédits et de progresser dans un cursus universitaire.

Ailleurs, on a par exemple créé des programmes où des étudiants en philosophie discutent avec des prisonniers de grandes questions de la vie, comme : « Qu'est-ce que la vérité? Qu'est-ce que la justice? Qu'est-ce que la clémence? ».

Or, des recherches ont montré que ce type d'intervention est extrêmement bénéfique, réduisant de beaucoup la propension au crime des personnes qui ont vécu une incarcération.

Quand je pense à la microphilanthropie, cependant, j'ai en tête la vaste gamme d'occasions d'activités philanthropiques offertes dans notre communauté.

Certains établissements d'enseignement ont déjà intégré le service communautaire dans leur cursus.

Et comme vous le savez, Montréal est la première ville étudiante du Canada, avec plus de 225 000 étudiants de niveau postsecondaire – une ressource phénoménale.

Imaginez si l'on demandait à chacun d'eux de consacrer 25 heures par an au travail communautaire – l'équivalent de seulement deux heures par mois ou trois samedis par année.

Au total, cela représenterait plus de cinq millions d'heures de service communautaire par année!

D'un seul coup, la microphilanthropie deviendrait un mouvement majeur aux retombées considérables.

Et si ce service était intégré dans un programme d'études structuré, il approfondirait à la fois l'apprentissage et l'engagement civique des participants.

Il donnerait en outre à la communauté une occasion déterminante de contribuer à la formation de la prochaine génération de leaders civiques.

Le travail à faire pour améliorer la société ne manquera pas de sitôt. Et devant une telle diversité de besoins, chacun peut tirer une profonde satisfaction de son dévouement à une cause qui l'intéresse déjà.

Dans son dernier message du Nouvel An, le gouverneur général du Canada, David Johnston, invitait tous les Canadiens à faire du bénévolat.

« À vous de choisir ce que vous ferez, mais engagez vous! », disait-il. « En aidant nos concitoyens, en participant à la vie civique ou en favorisant la prospérité dans nos communautés, nous construisons une société plus avertie, bienveillante et résiliente. »

La microphilanthropie enrichirait l'apprentissage par l'acquisition d'expériences essentiellement pratiques, dans un cadre permettant leur reconnaissance aux fins de l'obtention de crédits universitaires. Elle procurerait aussi de précieuses occasions d'apprentissage expérientiel qui contribueraient en même temps au bien public.

Troisième proposition : Doubler le nombre de Canadiens étudiant à l'étranger

À mon avis, le Canada doit prendre des mesures pour doubler d'ici 2020 les séjours de formation à l'étranger effectués par ses étudiants. Il doit en outre créer un programme d'engagement civique international.

J'ai amorcé ce discours en évoquant la notion de plus en plus courante de citoyenneté mondiale. Elle s'incarne d'une certaine façon dans la population étudiante de Concordia. En effet, notre université accueille 46 000 étudiants qui viennent de 150 pays, mais dont les trois quarts sont québécois.

Lors d'un récent café-rencontre sur le campus, j'ai demandé à des étudiants en génie s'ils se jugeaient prêts à livrer concurrence dans une économie si mondialisée.

L'un d'entre eux m'a glissé, le plus sérieusement du monde : « Mais Monsieur, nous parlons tous cinq langues. Ce n'est pas un moyen de nous distinguer. »

Très drôle, mais pas du tout vrai!

À une échelle mondiale, un tel multilinguisme est très distinctif. Bien connaître plusieurs cultures constitue également un avantage énorme. C'est très certainement un grand avantage pour Montréal.

Et dans une économie mondialisée, ne pas avoir une connaissance approfondie d'autres cultures crée une grande vulnérabilité, et peut coûter cher.

Demandez aux dirigeants de Target. Ne saisissant pas que le Canada n'est pas le 51^e État des États-Unis, ils y ont perdu des milliards de dollars, mais aussi et surtout chamboulé la vie d'une foule de gens.

À une époque placée sous le signe de la citoyenneté mondiale, nous devons tous être au minimum des anthropologues amateurs.

Si nous voulons que le Canada poursuive son essor dans un contexte économique mondialisé, nous devons permettre à la prochaine génération de leaders canadiens de sortir du pays afin d'acquérir une perspective plus internationale.

Il y a quelques années, le gouvernement du Canada a annoncé des mesures pour doubler d'ici 2022 le nombre d'étrangers qui viendraient étudier ici, et ce nombre a déjà beaucoup augmenté. C'est une excellente initiative.

Hélas, le gouvernement a écarté une proposition parallèle visant à doubler le nombre de Canadiens étudiant à l'étranger chaque année.

Or, pour prospérer dans une économie mondialisée, il nous faut assurer la circulation réciproque des biens, des personnes et des idées.

De nos jours, les jeunes voyagent plus que jamais auparavant. Mais ils ne font souvent que du tourisme. Ils effleurent la culture des pays qu'ils visitent sans s'y immerger réellement.

Les études à l'étranger ne sont pas qu'un agréable complément de formation en savoir-être, certes utile, mais pas indispensable.

En négligeant d'envoyer nos étudiants explorer le monde, nous freinons l'essor futur du Canada.

D'autres pays ont adopté une approche différente.

Par exemple l'Allemagne. L'Allemagne compte faire passer le nombre de ses étudiants possédant une expérience à l'étranger de 33 pour cent aujourd'hui à 50 pour cent en 2020.

Et des pays comme l'Australie et le Brésil investissent beaucoup dans les bourses d'études à l'étranger.

Or, à l'heure actuelle, seuls environ 11 pour cent de nos étudiants qui terminent le premier cycle ont fait un stage encadré à l'international.

Dans nos villes les plus importantes et les plus cosmopolites, comme Montréal, les étudiants jugent sans doute que c'est l'expérience internationale qui vient à eux, en quelque sorte.

Fréquenter la Petite Italie, c'est très bien, mais cela ne remplace pas un séjour en Italie. Notre prochaine génération de leaders doit étudier en Chine, ou faire un stage coop en France.

Si l'on cherche un modèle en matière d'établissement d'objectifs, on peut penser au récent programme canadien de soutien aux athlètes olympiques, À nous le podium.

À nous le podium s'est donné un objectif clair – viser le premier rang – qu'il appuie par une stratégie tout aussi limpide.

Ainsi, cinq ans après le lancement d'À nous le podium, le Canada a remporté le plus grand nombre de médailles d'or aux Jeux de Vancouver, et a brillé de nouveau à Sotchi.

L'un des médaillés d'or du Canada, Alexandre Bilodeau, est avec nous aujourd'hui. Ce fier étudiant de Concordia témoigne brillamment des conditions gagnantes qu'un programme d'appui raisonné peut contribuer à établir pour un individu talentueux.

À nous le podium montre que le Canada est en mesure de se démarquer sur la scène mondiale s'il le veut vraiment.

Dans une économie mondialisée, si seulement 11 pour cent de nos étudiants suivent des cours à l'étranger, la grande majorité d'entre eux se privent d'expériences essentielles. Nous devons doubler ce nombre d'ici 2020.

Pour ce faire, nous avons besoin d'un engagement national, d'une intention explicite.

Pensons aux nombreuses sociétés qui sont nées ici, au Québec, et qui exercent maintenant leurs activités aux quatre coins du monde : Bombardier, CGI, SNC-Lavalin, le Cirque du Soleil, CAE...

Ces entreprises – comme toutes les organisations d'une certaine taille – auront besoin d'embaucher des employés très au fait des courants culturels : des citoyens du Canada qui sont également citoyens du monde.

Les programmes d'études à l'étranger n'exercent peut-être pas d'effet facilement mesurable sur le PIB, du moins à court terme. Mais il nous faut adopter une vision sociale plus délibérée, s'inscrivant davantage dans le long terme.

Selon l'Institut du Nouveau Monde de Montréal, de nombreux pays ont en place des organismes internationaux de service qui offrent des séjours de bénévolat de six à douze mois à l'étranger.

Vous avez entendu parler du Peace Corps aux États-Unis, ou du Service Civique en France. Le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et maintenant l'Union européenne possèdent aussi des programmes semblables.

Pourquoi pas le Canada? Pourquoi pas le Québec?

À Concordia, nous avons notre propre programme de bénévolat à l'étranger. Nous envoyons des étudiants en Ouganda, où ils travaillent sur le terrain avec des ONG dont la mission cadre avec leurs centres d'intérêt.

Les étudiants du premier cycle de Concordia ont approuvé par scrutin un supplément de frais de scolarité destiné au financement de ce programme. Cet appui illustre à quel point notre communauté est attachée à la responsabilité civique et à l'apprentissage expérientiel à l'échelle mondiale.

Le manque d'argent est le principal obstacle à tous ces projets. Mais n'ayez crainte, je ne proposerai pas d'augmenter les taxes.

Nous savons que les employeurs seraient ravis d'embaucher un plus grand nombre de candidats possédant une expérience à l'international.

Or, bien que 85 pour cent des étudiants souhaitent faire un séjour d'études à l'étranger, plus des trois quarts déclarent y renoncer parce que cela coûte trop cher.

Il existe pourtant des moyens de combler cet écart de financement. Je pense entre autres au mode de fonctionnement d'AmeriCorps, un programme dont les volontaires, des Américains, collaborent à des missions aux États-Unis même.

AmeriCorps inverse l'ordre de prise en charge des coûts : en échange de services bénévoles rendus dans un premier temps, l'organisme aide les participants à payer leurs droits de scolarité universitaires par la suite.

Je propose que nous établissions ici un échange de ce type, mais directement entre les employeurs canadiens et les jeunes – encore une fois, sans l'intervention des gouvernements.

Pas une pause-vacances, mais un séjour d'études ou de bénévolat à l'étranger permettant un contact intime avec une autre culture. Une expérience qui rapportera plus tard dans la vie de nos futurs leaders de la société civile et profitera en fin de compte à toute la société.

À mon sens, quoi qu'en dise notre passeport, nous ne naissons pas citoyens.

Nous le devenons – par l'éducation, l'emploi et la participation à la vie démocratique.

Le vote est une des façons de manifester son engagement et sera toujours important. Mais pour bien des gens, en particulier nos jeunes, ce geste secret et impersonnel peut sembler avoir l'effet d'une goutte d'eau dans l'océan. Notre mode de scrutin, dont les origines remontent au XVIII^e siècle, accuse une grande vétusté aux yeux des citoyens du XXI^e siècle.

Nous avons vu un superbe exemple de participation citoyenne en novembre dernier lors du sommet Je vois Montréal.

Cette activité – une idée personnelle du chancelier sortant de Concordia, Jacques Ménard – se voulait une invitation à l'engagement citoyen. Les gens y étaient appelés à soutenir des projets qui leur tiennent à cœur.

Je vois Montréal misait beaucoup sur les nouveaux rôles que peuvent jouer les médias sociaux dans la création d'un monde à l'image de nos vœux les plus chers.

Les technologies numériques nous permettent, en tant qu'individus, d'agir plus délibérément selon nos idées. Ces technologies transforment le monde à un rythme effréné.

Nous sommes tous en mesure aujourd'hui d'exprimer et de diffuser nos opinions par des moyens que la plupart d'entre nous n'aurions jamais pu imaginer quand nous étions jeunes.

Cette extériorisation est un précurseur de l'engagement citoyen. Mais comme me le disait cet étudiant polyglotte, les jeunes d'aujourd'hui recherchent une expérience pratique et authentique qui leur permettra de se démarquer.

Le jeu de la mondialisation est déjà bien entamé. Autant alors y participer de notre mieux, par des moyens qui nous semblent compatibles avec nos valeurs ainsi que les principes de durabilité et de justice sociale.

Conclusion

En résumé, voici de nouveau mes trois propositions :

Premièrement, bonifier les programmes d'enseignement coopératif classiques ainsi que la formation à l'entrepreneuriat.

Deuxièmement, enrichir les programmes d'engagement social dont les activités se déroulent ici au Canada, et intégrer la microphilanthropie et les programmes d'études.

Ces deux mesures exigent que nous renforçons les partenariats entre les universités et les communautés qu'elles servent, et que nous comblions le fossé entre l'apprentissage structuré et l'acquisition d'une expérience pratique.

Et troisièmement, doubler le nombre de Canadiens étudiant à l'étranger, et créer un programme de bénévolat à l'étranger, comme l'ont fait tant d'autres pays.

Peut-être ces programmes d'innovation sociale verront-ils le jour dans un incubateur de notre réseau montréalais en pleine croissance.

Ou peut-être connaissez-vous des modèles qui peuvent être adoptés ou adaptés? Contactez-moi sans hésiter pour en parler.

Ces propositions visent à renforcer le Canada, mais elles susciteront sans aucun doute de la résistance. Il faudra de la créativité, du temps et des efforts pour les concrétiser.

Je vous remercie de votre attention et vous souhaite une très bonne fin de journée.